



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
et foncières**

**Arrêté n° 53DCBPEF-2025-093 du 24 juin 2025**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société Minoterie du Château, exploitant des installations de fabrication de farines alimentaires, située Parc d'Activité de la Querminais à Ernée (53500).**

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée Gaspari, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018, autorisant la société Minoterie du Château, dont le siège social est situé Zone d'Activité de la Querminais à Ernée (53500), à exploiter, après augmentation de ses capacités de production et de stockage, la minoterie sise Parc d'Activité de la Querminais à Ernée ;

VU l'article 36-1 - Installations électriques - mises à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018 susvisé qui dispose :

*« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.*

*[...]*

*Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Un contrôle thermographique complète ces vérifications. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »*

VU l'article 36-2 - Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (étude ATEX) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018 susvisé qui dispose :

*« [...] Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. »*

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU le rapport du 19 mai 2025 de l'inspection des installations classées rédigé à la suite de la visite d'inspection du 29 avril 2025 ;

VU la transmission du rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2025 (notifié le 22 mai 2025), transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société Minoteries du Château, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant, dans le délai imparti, à la transmission susvisée ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 29 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

L'exploitant a présenté au titre du contrôle par un organisme compétent de ses installations électriques :

- le rapport de vérifications électriques du 30 octobre 2024 réalisé par SLP qui indique la présence de 34 non-conformités dont 15 déjà signalées lors de précédents contrôles. 11 non-conformités ont été corrigées par le personnel de maintenance les 5 décembre 2024 et le 7 janvier 2025 ;
- le rapport Q18 du 30 octobre 2024 réalisé par SLP qui indique que la vérification est partielle en raison de l'absence de coupure totale autorisée et fait état d'installations susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosions comme constaté lors de la précédente inspection réalisée le 25 mars 2022.

Certains points ont déjà été signalés dans le rapport Q18 du 30 octobre 2024 :

- dysfonctionnement des dispositifs différentiels ,
- inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.

CONSIDERANT que les installations ne sont pas maintenues en bon état puisque le Q18 du 30 octobre 2024 mentionne des risques d'incendie et d'explosions et le Q19 du 7 novembre 2024 mentionne 5 anomalies (3 de priorité 1 à action immédiate et 2 de priorité 2 à action sous 2 mois) ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 36.1 – Installations électriques – mises à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018 susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Minoteries du Château de respecter les dispositions de l'article 36.1 – Installations électriques – mises à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a formulé aucune observation sur le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société Minoteries du Château exploitant une installation de fabrication de farines alimentaires sise dans le parc d'activité de la Querminais sur le territoire de la commune d'Ernée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 36-1 – Installations électriques – mises à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation 12 janvier 2018 en :

- mettant en œuvre des actions correctives sur les non-conformités et anomalies mises en évidence lors dans les rapports de vérifications électriques, Q18 du 30 octobre 2024 et Q19 du 7 novembre 2024 ;

- en justifiant d'un contrôle de ses installations électriques en présentant par exemple un Q18 complet avec coupure totale pour l'ensemble de son site, ne mentionnant plus de risque d'incendie et d'explosion et par exemple un Q19 ne mentionnant plus les anomalies relevées en 2024 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 2**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées et à la préfète de La Mayenne (direction de la citoyenneté, bureau des procédures environnementales et foncières), dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

## **ARTICLE 3**

Dans le cas où l'obligation prévue aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 4**

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié à la société Minoteries du Château par courrier en recommandé avec accusé de réception.

## **ARTICLE 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne.

## ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure

### Article L. 171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements. Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

*L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.*